



JOHN CROSSLEY. – « In the Back »
(Un coup en traître), 2017

Surveillance

« L'épidémie de Covid-19 questionne comme jamais dans l'ère moderne les libertés civiles et le droit à la vie privée. Et pourtant, personne ne se pose cette question. À mesure que l'autoritarisme se répand, que les lois d'urgence prolifèrent, que nous sacrifions nos droits, nous sacrifions aussi notre capacité à stopper le glissement vers un monde moins libéral et moins libre. Croyez-vous vraiment que, lorsque la première vague, la deuxième vague, la 16^e vague du coronavirus seront un souvenir oublié depuis longtemps, ces moyens de surveillance ne seront pas conservés ? Que ces ensembles de données ne seront pas stockés ? Quel qu'en soit son usage, nous sommes en train de bâtir l'architecture de l'oppression. »

Edward Snowden, interview à *Vice.com*,
10 avril 2020.

Comme avant

Dans *Le Journal du dimanche* du 19 avril 2020, M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France, suggère ce qui interviendra une fois la crise sanitaire apaisée : « La France va sortir de ce choc avec une dette publique accrue d'au moins 15 points de PIB [produit intérieur brut], à 115 %. Dans la durée, il faudra rembourser cet argent. Le retour de la croissance par notre travail y contribuera. (...) Nous devrons également, sans freiner la reprise à court terme, traiter ce qui était déjà notre problème avant la crise : pour le même modèle social que nos voisins, nous dépensons beaucoup plus. Donc il faudra viser une gestion plus efficace, d'autant que les Français ne souhaitent pas payer plus d'impôts. L'Allemagne peut répondre massivement au choc actuel parce qu'elle a su diminuer sa dette quand cela allait mieux. »

Autoprescription

À l'annonce du prolongement du confinement pour les personnes âgées et fragiles au-delà du 11 mai 2020, l'essayiste libéral Alain Minic, concerné par la mesure, défend « les principes de notre Sécurité sociale qui veulent qu'il y ait égalité de tous les malades devant la médecine » et fustige « un système d'assurance où, au lieu de trier les populations par l'argent comme aux États-Unis, on les trie par l'âge ».

France Info, 16 avril 2020.

Dans les cénacles libéraux, un seul mot d'ordre : une fois la pandémie passée, que tout redevienne comme avant. Et si la crise offrait au contraire l'occasion de rompre avec le modèle qui a favorisé l'apparition du coronavirus et sa propagation ?

PAR LORI M. WALLACH *

La pandémie de Covid-19 pourrait mettre un terme à l'ère du libre-échange frénétique, ce régime économique taillé sur mesure pour le secteur privé qui, depuis des années, engendre des coûts considérables pour les populations et la planète. De puissants intérêts s'y opposeront : ils plaideront pour l'émergence d'un « capitalisme de crise » de façon à s'assurer que tout, demain, reprenne comme avant. Bien des dirigeants politiques s'avèrent dépourvus de courage ou de l'imagination nécessaires pour œuvrer à cette transformation – quand ils ne se mettent pas directement au service du patronat. Et pourtant, on peut identifier quatre raisons pour lesquelles la crise du Covid-19 pourrait offrir une occasion inédite. Après tout, le moment est peut-être venu pour une version positive de la stratégie du choc, ce mécanisme décrit par Naomi Klein qui a souvent permis aux dominants de profiter des crises pour réorganiser le monde à leur goût.

Première source d'espoir : la pandémie a contraint la plupart des habitants des pays développés à éprouver, dans leur chair, la douleur et l'angoisse qu'engendre la mondialisation libérale. Dans un monde façonné pour servir les multinationales, même les pays les plus riches ne sont pas en mesure de produire ou d'obtenir les respirateurs, les masques et les ressources médicales nécessaires pour traiter les malades. L'arrêt de la production dans un pays a provoqué une réaction en chaîne qui a mis les systèmes médicaux et économiques du monde entier à genoux. Ce qui a encore aggravé les dégâts engendrés par le coronavirus.

De nombreux biens essentiels sont aujourd'hui produits dans un, parfois deux pays. Une proportion considérable provient de Chine, et il s'avère très difficile d'accroître la production ailleurs. Avec l'organisation de chaînes de production mondialisées et extrêmement tendues, les entreprises qui voudraient se mettre à produire ce qui manque ne parviennent pas à s'approvisionner en matière première, en composants, en intrants. Deux exemples : la plupart des cent pièces qui entrent dans la fabrication d'un respirateur ne sont pas produites dans les pays où les appareils sont montés ; et 90 % des substances actives des produits pharmaceutiques sont produites dans deux pays seulement.

La dévotion au « dieu de l'efficacité » qui trône au sommet de l'Olympe libre-échangiste a conduit à faire la chasse aux capacités inutilisées. Dans ces conditions, toute la chaîne s'interrompt si l'un de ses centaines de maillons – une société, quelque part sur la planète – n'est pas en mesure de fonctionner. Quand, dans un pays, des travailleurs

* Directrice de Public Citizen's Global Trade Watch, Washington, DC.

Libre-échange,

tombent malades, quand on met en place des mesures de distanciation sociale pour limiter la contagion d'un virus, quand des gouvernements font passer les besoins de leur population avant leurs exportations, les pénuries de biens essentiels surgissent rapidement.

Cela signifie que de nombreuses personnes découvrent désormais le désastre que connaissaient déjà des millions d'ouvriers, de petits paysans, de communautés abandonnées sur le bas-côté de l'autoroute de la mondialisation.

La grenouille plongée dans une casserole ne s'aperçoit pas que la température de l'eau augmente. Seule une catastrophe soudaine était en mesure d'éveiller tous ceux qui, jusqu'ici, pouvaient considérer la menace comme lointaine. Même ceux qui s'étaient fait une spécialité de dissenter sur les bienfaits de la mondialisation pour défendre les accords de libre-échange admettent désormais que les choses sont sans doute allées trop loin et qu'un modèle de production plus local offrirait bien des avantages. On ne compte plus les articles opérant un tel retournement dans les colonnes de *The Economist* ou du *Financial Times*, les missels des évangélistes du marché.

Deuxième source d'espoir : les bornes qui délimitaient le « cadre de la raison » ont volé en éclats. Plus aucun gouvernement n'envoie d'expliquer : « Désolé, nous ne pouvons pas prendre les mesures qui s'imposent car elles sont contraires aux règles des grandes organisations du commerce international. » Les réponses que la menace du Covid-19 exige conduisent les gouvernements à passer à la déchettesse les grands principes qui avaient sous-tendu la mondialisation libérale. On imagine mal un retour rapide à la situation de départ, ne serait-ce qu'à cause du rôle nouveau que la pandémie contraint les gouvernements à endosser.

« ON NE PEUT PAS LAISSER LE MARCHÉ GÉRER SEUL L'ALLOCATION DE RESSOURCES RARES »

De nombreux États font les frais de ce qui avait jusqu'à maintenant constitué le cœur de leur politique : le manquement à leur devoir de protection des populations. Au lieu de se laisser dicter leur feuille de route par le secteur privé, certains se résolvent enfin à faire ce que leurs électeurs attendent d'eux : faire passer les besoins de la population avant le reste et intervenir là où on a besoin d'eux.

Il y a encore quelques mois, on aurait eu du mal à imaginer une telle épiphanie formulée par M^{me} Sabine Weyand, directrice générale du commerce de la Commission européenne. Ce fut le cas, lors d'un séminaire organisé par la Washington International Trade Association (WITA), le 9 avril : « Nous devons reconnaître qu'au cœur de la tempête on ne peut pas laisser le marché gérer seul l'allocation de ressources rares. Il faut accepter l'idée que nous devons les aiguiller vers le secteur de la santé plutôt que de laisser les spéculateurs accaparer tout ce qu'ils peuvent. »

Mais M^{me} Weyand plaide pour un retour au *business as usual* dès que possible. Le commissaire au commerce Phil Hogan se montre plus audacieux : il propose de lancer des négociations visant à éliminer toutes les restrictions au commerce d'équipements médicaux « de façon à s'assurer que les chaînes de production globale peuvent fonctionner librement » (discours du 16 avril). M. Hogan et les zélés de la mondialisation s'opposent à tout effort de relocalisation

(Suite de la première page.)

La coopération internationale devient alors capitale : freiner le virus ou les émissions de GES localement sera vain si le voisin ne fait pas de même.

Difficile de feindre l'ignorance devant l'accumulation des diagnostics. Grâce à la vivacité de la recherche en virologie ou en climatologie, la précision des informations disponibles ne cesse de s'affiner. Dans le cas du Covid-19, plusieurs spécialistes alertent depuis des années, notamment par la voix du professeur au Collège de France Philippe Sansonetti, qui présente l'émergence infectieuse comme un défi majeur du XXI^e siècle. Des alarmes tangibles n'ont pas manqué : virus grippaux tels que H5N1 en 1997 ou H1N1 en 2009, coronavirus tels que le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS-CoV-1) en 2003 puis le syndrome respiratoire du Moyen-Orient (SRMO-CoV) en 2012. De même, le rapport Charney, remis au Sénat américain il y a quarante ans, alertait déjà sur les conséquences climatiques potentielles de la hausse de la teneur de GES dans l'atmosphère. Les dispositifs multilatéraux pour le partage des connaissances et l'action en commun existent depuis une trentaine d'années, avec le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), puis la convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC). Enfin, les scientifiques ne ménagent pas leur peine pour informer les décideurs et les sociétés face à la menace d'un réchauffement qui s'accélère.

Les scénarios de crise sont également connus. Très rapidement après l'apparition du Covid-19, plusieurs chercheurs et autorités sanitaires ont prévenu du danger d'une pandémie (3). L'ironie de la situation tient au fait qu'à la mi-avril 2020 les territoires les moins touchés sont les voisins immédiats de la Chine : Taïwan, six morts ; Hongkong, quatre morts ; Macao et Vietnam, zéro (4). Échoués par l'épisode du SRAS en 2003 et conscients du risque épidémique, ils ont mis en œuvre sur-le-champ les mesures nécessaires pour le réduire : contrôles sanitaires aux entrées, dépistages en nombre, isolement des malades et quarantaine pour les potentiels contaminés, port du masque généralisé, etc.

En Europe, les gouvernements ont continué à gérer ce qu'ils considéraient comme leurs priorités : réforme des retraites en France, Brexit de l'autre côté de la Manche, crise politique quasi perpétuelle en Italie... Puis, ils ont promis pour les semaines à venir les actions ou les moyens qu'ils auraient dû mettre en œuvre des mois plus tôt ! Cette incurie les a conduits à prendre des mesures beaucoup plus draconiennes que celles qui auraient pu suffire en temps voulu, non sans conséquences majeures sur le plan économique, social ou celui des libertés publiques. En reposant toujours à demain le respect de leurs engagements pris en 2015 dans le cadre des accords de Paris sur le climat – ou en reniant la signature de leur pays, comme le président américain –, les mêmes États pensent gagner du temps. Ils en perdent !

RETARDS ET RÉTROACTIONS POSITIVES CREUSENT NOTRE DETTE ENVIRONNEMENTALE

L'accélération soudaine qu'a connue la diffusion du virus en Europe avant le confinement devrait marquer les esprits. Les systèmes naturels n'évoluent que rarement de manière linéaire en réponse à des perturbations significatives. Dans ce genre de situation, il faut savoir détecter et prendre en compte les premiers signaux de déséquilibre avant d'être confronté à des emballements incontrôlables pouvant conduire à des points de non-retour. Quand les soignants ou le personnel des établissements pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) laissés sans protection et sans dépistage deviennent eux-mêmes porteurs du virus, cela crée des foyers de contamination en milieux hautement sensibles qui peuvent conduire à un effondrement des systèmes de santé, et impose un confinement généralisé. Semblablement, en matière climatique, effets retards et rétroactions positives – effets retours qui amplifient la cause de départ – creusent notre dette environnementale, à la manière d'un emprunteur impécunieux dont les nouveaux emprunts pour rembourser une dette ancienne seraient contractés à un taux toujours plus élevé. La baisse du couvert neigeux et la fonte des glaciers se traduisent ainsi par la disparition de surfaces réfléchissant naturellement le rayonnement solaire, créant les conditions d'une accélération des hausses de tempé-

Un avant-goût

rature dans les régions concernées, d'où une fonte encore renforcée alimentant d'elle-même le réchauffement. De même, la fonte du pergélisol arctique – qui couvre une superficie deux fois plus grande que celle de l'Europe – pourrait entraîner des émissions massives de méthane, un puissant GES qui intensifierait le réchauffement planétaire.

Une part grandissante de la population sent l'urgence à agir, confectionne ses propres masques, organise le secours aux plus âgés. Mais à quoi bon faire du vélo, composer ses déchets ou réduire sa consommation d'énergie quand le recours aux énergies fossiles est encore largement subventionné, quand leur extraction nourrit l'appareil de production et les chiffres de la « croissance » ? Comment sortir du phénomène itératif des crises amplifiées par le discours politico-médiatique : négligence, émoi, effroi, puis oubli ?

Car il existe deux différences fondamentales entre le Covid-19 et le dérèglement climatique. L'une tient aux possibilités de régulation du choc subi, et l'autre à nos capacités à nous y adapter. L'autorégulation des épidémies par acquisition d'une immunité collective ne fait pas du Covid-19 une menace existentielle pour l'humanité, qui a déjà surmonté la peste, le choléra ou la grippe espagnole, dans des conditions sanitaires autrement difficiles. Avec un taux de létalité probablement inférieur à 1 % – bien plus faible que d'autres infections –, le virus ne menace pas la population de la planète de disparition. En outre, même s'ils en ont négligé les prémices, les gouvernements disposent de connaissances et d'outils appropriés pour amoindrir le choc de cette autorégulation naturelle.

Relativement circonscrite, la crise du Covid-19 peut être comparée dans sa dynamique aux incendies qui ont embrasé la forêt australienne en 2019. Il y a un début et une fin, bien que celle-ci soit pour l'instant difficile à cerner et qu'un retour saisonnier de l'épidémie ne soit pas

(3) Cf. Pascal Marichalar, « Savoir et prévoir, première chronologie de l'émergence du Covid-19 », La Vie des idées, 25 mars 2020, <https://laviedesidees.fr>
(4) Site de l'université Johns Hopkins, 17 avril 2020, www.who.int

une page à tourner

de la production, qu'ils caricaturent comme une quête futile d'« autarcie ». Mais la question n'est pas de choisir entre mondialisation et autarcie. Il s'agit de constater que bien des gens ont désormais compris qu'en régime de libre-échange leur pays n'était pas en mesure de les protéger. Ils ne l'oublieront pas.

« UNE FAILLE DE LA TAILLE DU GRAND CANYON DANS NOTRE SYSTÈME »

De la même façon, les discours béats vantant les mérites du juste à temps et de l'« efficacité maximale » puisque « tout le monde en profite » sonnent désormais creux : chacun se rend compte que ce système vise surtout à maximiser les profits au détriment de la santé, de l'équité et même de la sécurité nationale.

Signe que quelque chose a changé, les ministres du commerce des pays du G20 ont publié le 30 mars une déclaration expliquant que les mesures nécessaires à la lutte contre la pandémie pouvaient être considérées comme des exceptions légitimes aux règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Qu'autant de dispositions violent le carcan de l'institution souligne finalement la façon dont cette dernière empêche les pouvoirs publics de répondre aux besoins de leurs populations.

Troisième source d'espoir : la crise a bousculé les lignes de fracture politiques sur la question du libre-échange, en particulier aux États-Unis. Plutôt qu'une division gauche-droite, la pandémie révèle un autre clivage : populistes contre lobbyistes du secteur privé. M. Bernie Sanders et M^{me} Elizabeth Warren sont des populistes de gauche. Ils plaident pour la fin de cette mondialisation calibrée sur les préférences du patronat.

Mais cette vision du monde trouve désormais un écho chez des populistes de droite : « Cette pandémie a mis au jour une faille de la taille du Grand Canyon dans nos chaînes d'approvisionnement. Nous ne fabriquons plus certains produits essentiels sur le sol américain. Cela représente une menace pour notre santé, pour notre sécurité nationale et pour notre économie. Les Américains ne découvrent pas ce problème, mais Washington si. Wall Street, de son côté, espérait qu'on ne le prendrait pas la main dans le sac. » Ces propos n'ont pas été prononcés par M. Sanders ou M^{me} Warren, mais par le sénateur républicain Josh Hawley, le 3 avril.

Quatrième source d'espoir : l'accélération d'une réévaluation généralisée – par les gouvernements, mais aussi par la population – des mythes entourant l'organisation économique du monde et du rôle alloué



JOHN CROSSLEY. – «Time After Time» (À chaque fois), 2016

à la Chine en tant qu'atelier de la planète. Illustration de ce revirement : Tokyo vient d'annoncer un programme de 2 milliards de dollars (1,8 milliard d'euros) visant à aider ses multinationales à quitter la Chine (1). Avant la pandémie, de nombreux pays cherchaient un moyen de doper leurs capacités de recherche et de production de façon à contrer «Made in China 2025», le plan mis au point par Pékin pour dominer les industries de l'avenir (intelligence artificielle, véhicules verts, aérospatiale, technologies médicales, etc.). La préoccupation croissante concernant les efforts de Pékin pour promouvoir une forme d'autoritarisme high-tech, sa pratique de ce que certains commentateurs ont appelé un «mercantilisme de l'innovation (2)» et le développement de ses capacités militaires financé par un énorme excédent commercial, tout cela a bousculé les positions de l'élite politique et des responsables de la sécurité nationale de nombreux pays en matière de politique étrangère.

Ces quatre raisons suggèrent que la crise du Covid-19 pourrait réaligner les dynamiques qui structurent les débats autour de l'or-

ganisation de l'économie mondiale. Et ce à un moment où s'intéresser à qui produit quoi, où et comment devient une question de vie ou de mort.

Si nous parvenions à faire en sorte que la crise conduise à des changements positifs, nous pourrions reconstruire des économies locales, nationales et régionales plus fortes, conçues pour opérer avec des acteurs variés capables de produire les biens et services nécessaires à des prix abordables, en créant des emplois décents, en soutenant l'agriculture de petite échelle et en protégeant l'environnement. Sans surprise, la crise climatique exige les mêmes évolutions.

UNE BOÎTE À OUTILS BIEN CONNUE QUI A DÉMONTRÉ SON SUCCÈS EN CHINE

Se souvient-on que, jusqu'au milieu des années 1990, les règles du commerce international considéraient que la nourriture n'était pas une marchandise comme les autres ? Pourquoi ? Parce que tout le monde a besoin de nourriture pour survivre. Les États exigeaient donc de disposer d'une marge de manœuvre leur permettant de déterminer comment assurer l'approvisionnement de leurs populations, y compris en constituant des stocks ou en subventionnant certaines productions. La logique vaut toujours et devrait être étendue à d'autres secteurs-clés, comme les médicaments et les équipements médicaux, où les lacunes en termes de production nationale et régionale exposent certains pays à une extrême vulnérabilité.

On connaît bien le contenu de la boîte à outils des politiques industrielles nationales, qui semble avoir mauvaise presse partout sauf en Chine, où elle a démontré son succès. On y trouve : des mesures fiscales qui récompensent la production nationale et les industries vertes, pas les délocalisations ; des mesures de réglementation financière qui favorisent les investissements productifs, pas la spéculation ; une protection des contenus nationaux et régionaux dans divers secteurs ; des appels d'offres qui encouragent le développement de chaînes de production locales ; des règlements de propriété intellectuelle qui permettent un accès à des médicaments et des technologies bon marché tout en stimulant l'innovation ; la promotion de la recherche, de la formation des travailleurs, des apprentis... Que l'on mette ces politiques en œuvre ou non ne dépendra pas d'un manque d'idées, mais de détermination politique.

LORI M. WALLACH.

(1) Kenneth Rapoza, « Japan ditches China in multi-billion dollar coronavirus shakeout », *Forbes*, New York, 9 avril 2020, www.forbes.com

(2) Robert D. Atkinson, « The case for a national industrial strategy to counter China's technological rise », Information Technology & Innovation Foundation, 13 avril 2020, www.itif.org

du choc climatique

exclu. Les mesures prises pour s'y adapter sont relativement bien acceptées par la majorité de la population, tant qu'elles sont perçues comme temporaires.

À l'inverse, l'inaction en matière climatique nous fera sortir des mécanismes de régulation systémiques, conduisant à des dégâts majeurs et irréversibles. On peut s'attendre à une succession de chocs variés, de plus en plus forts et de plus en plus rapprochés : canicules, sécheresses, inondations, cyclones, maladies émergentes. La gestion de chacun de ces chocs s'apparentera à celle d'une crise sanitaire du type Covid-19, mais leur répétition nous fera entrer dans un univers où les répités deviendront insuffisants pour rebondir. De vastes régions abritant une grande partie de la population mondiale deviendront invivables ou n'existeront tout simplement plus, car elles seront envahies par la montée des eaux. C'est tout l'édifice de nos sociétés qui est menacé d'effondrement. L'accumulation des GES dans notre atmosphère est d'autant plus délétère que le CO₂, le plus répandu d'entre eux, ne disparaîtra que très lentement, 40 % restant dans l'atmosphère après cent ans et 20 % après mille ans. Chaque journée perdue dans la réduction de notre dépendance aux énergies fossiles rend ainsi plus coûteuse l'action à mener le lendemain. Chaque décision rejetée comme « difficile » aujourd'hui conduira à prendre des décisions encore plus « difficiles » demain, sans espoir de « guérison », et sans autre choix que de s'adapter vite ou de valloir à un environnement nouveau, dont nous aurons du mal à maîtriser le fonctionnement.

Faut-il alors sombrer dans le désespoir en attendant l'apocalypse ? La crise du Covid-19 enseigne au contraire l'impérieuse utilité de l'action publique, mais aussi la nécessaire rupture avec la marche précédente. Après une accélération technologique et financière prédatrice, ce temps suspendu devient un moment de prise de conscience collective, de mise en question de notre mode de vie et de nos systèmes de pensée. Le virus SRAS-CoV-2 et la molécule de CO₂ sont des objets nanométriques, invisibles au commun des mortels. Pourtant, leur existence et leur effet (pathogène dans un cas, créateur d'effet de serre dans l'autre) sont largement admis, tant par les décideurs que par les citoyens. En dépit de l'incohérence des préconisations

gouvernementales, l'essentiel de la population a rapidement compris les enjeux et la nécessité de certaines mesures de précaution. La science représente dans ces temps un précieux guide pour la décision, à condition de ne pas devenir une religion échappant aux nécessités de la démonstration et de la contradiction. Et la rationalité doit plus que jamais conduire à écarter les intérêts particuliers.

NE PAS CONFONDRÉ LA RÉCESSION ET LA DÉCROISSANCE DE NOS PRODUCTIONS INSOUTENABLES

Tous les pays disposent de réserves stratégiques de pétrole, mais pas de masques de protection... La crise sanitaire remet au premier plan la priorité qui doit être accordée aux moyens d'existence : alimentation, santé, logement, environnement, culture. Elle rappelle aussi la capacité du plus grand nombre à comprendre ce qui se passe parfois plus vite que les décideurs. Les premiers masques faits maison sont ainsi apparus quand la porte-parole du gouvernement, M^{me} Sibeth Ndiaye, jouait encore leur port inutile... En revanche, nous semblons mieux armés pour réagir à des menaces concrètes immédiates que pour bâtir des stratégies permettant de parer à des risques plus lointains, aux effets encore peu perceptibles (5). D'où l'importance d'une organisation collective motivée par le seul intérêt général et d'une planification articulant les besoins (lire l'article pages 16 et 17).

Bien davantage encore que le Covid-19, le défi climatique conduit à remettre en cause notre système socio-économique. Comment rendre acceptable une évolution aussi radicale, un changement à la fois social et individuel ? Tout d'abord en ne confondant pas la récession actuelle – et délétère – avec la décroissance bénéfique de nos productions insoutenables : moins de produits exotiques, de passeroies énergétiques, de camions, de voitures, d'assurances ; plus de trains, de vélos, de paysans, d'infirmités, de chercheurs, de poètes, etc. Les conséquences concrètes de cette dernière ne deviendront acceptables par le plus grand nombre qu'en plaçant la justice sociale au rang des priorités et en favorisant l'autonomie des collectifs à tous les niveaux.

Un test très concret et rapide de la capacité des gouvernements à renverser les dogmes d'hier résidera dans leur attitude vis-à-vis du traité sur la charte de l'énergie. Entré en vigueur en 1998, en renégociation depuis novembre 2017, cet accord crée entre cinquante-trois pays un marché international « libre » de l'énergie. Visant à rassurer les investisseurs privés, il octroie à ces derniers la possibilité de poursuivre, devant des tribunaux arbitraux aux pouvoirs exorbitants, tout État qui pourrait prendre des décisions contraires à la protection de leurs intérêts, en décidant par exemple l'arrêt du nucléaire (Allemagne), un moratoire sur les forages en mer (Italie) ou la fermeture de centrales à charbon (Pays-Bas). Et ils ne s'en privent pas : à la fin mars, au moins 129 affaires de ce type ont fait l'objet d'un « règlement des différends » (6) – un record en matière de traités de libre-échange –, entraînant des condamnations pour les États d'un total de plus de 51 milliards de dollars (46 milliards d'euros) (7). En décembre, 278 syndicats et associations ont demandé à l'Union européenne de sortir de ce traité, qu'ils jugent incompatible avec la mise en œuvre de l'accord de Paris sur le climat (8).

Au sortir de la crise sanitaire, les pays industrialisés auront moins besoin d'un plan de relance de l'économie d'hier que d'un plan de transformation vers une société dans laquelle chacun puisse vivre digne, sans mettre en péril les écosystèmes. L'ampleur du recours indispensable à l'action publique – qui dépassera tout ce que l'on a pu connaître – offre une occasion unique : conditionner les soutiens et les investissements à leur compatibilité avec l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ce changement.

PHILIPPE DESCAMPS ET THIERRY LABEL.

(5) Cf. Daniel Gilbert, « If only gay sex caused global warming », *Los Angeles Times*, 2 juillet 2006.

(6) Site du traité sur la charte de l'énergie, www.energychartertreaty.org

(7) « One treaty to rule them all », Corporate Europe Observatory - Transnational Institute, Bruxelles-Amsterdam, juin 2018.

(8) « Lettre ouverte sur le traité sur la charte de l'énergie », 9 décembre 2019, www.collectifstopfa.org